

Vingt-cinq ans de recherche sur les agricultures africaines

Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, 1963-1987 (1)

Philippe COUTY*

«De façon générale, la vérité ne me paraît pas chose à atteindre,
mais à attendre.»

Francis PONGE

C'est en 1963 qu'est paru le premier numéro de la revue *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines*, devenue en 1986 *Cahiers des Sciences Humaines*. Un quart de siècle plus tard, en 1987-88, la même revue publiait un numéro double, animé par J.-M. GASTELLU, sur le thème des systèmes de production agricole en Afrique tropicale. Ainsi était marquée une étape de la recherche et de la réflexion sur les agricultures africaines.

Cette tentative de mise au point scientifique constituait dans une certaine mesure le résultat — mais non l'achèvement — d'un processus dont il y a lieu de rendre compte. C'est à quoi je voudrais contribuer dans ce texte, en examinant un choix de quatre-vingt-six articles parus dans les *Cahiers* de 1965 à 1986, donc *avant* les numéros consacrés aux systèmes de production, et traitant directement ou non des agricultures africaines.

L'ensemble retenu comprend des textes rédigés par des démographes, des économistes, des géographes et des sociologues (2). Il inclut des articles relatifs aux méthodes et aux techniques d'enquête. Les textes concernant l'élevage ont été écartés, sauf lorsqu'ils portaient sur l'association agriculture-élevage. Plusieurs articles sur les relations villes-campagnes figurent dans l'échantillon étudié.

La publication de 1987-88 consacrée aux systèmes de production agricole faisait évidemment suite à bien d'autres recherches que

*Économiste ORSTOM, 213, rue La Fayette, 75480 Paris cedex 10

celles de l'ORSTOM, et il est non moins évident que les travaux de l'Institut en Afrique rurale avant et après les indépendances ont été menés souvent en liaison avec d'autres organismes. Le découpage institutionnel restrictif que j'ai adopté est donc contestable. Par ailleurs, pourquoi n'avoir travaillé que sur un périodique, alors que les publications non périodiques de l'ORSTOM (et d'autres organismes) sur les agricultures africaines sont nombreuses et souvent excellentes? À cela, je répondrai que les limites données à mon échantillon de textes ont un caractère pratique plus que scientifique. De toute façon, l'ensemble que dessinent ces limites n'est pas artificiel. Les textes fréquents et brefs d'une revue renseignent mieux sur l'évolution continue des idées que les travaux plus importants publiés, souvent avec retard, sous forme de livres. En outre les articles signés par des chercheurs de l'ORSTOM, ou publiés par l'ORSTOM, transcendent souvent les limites académiques des disciplines. Ils témoignent donc, à côté ou en marge de la science *mainstream*, d'une approche originale qu'il est légitime de mettre en évidence (3).

Après avoir donné des indications sur le contenu factuel des textes examinés, je me risquerai à présenter quelques aspects de leur apport théorique. Pour conclure, je montrerai comment les faits rapportés, et les interprétations qui en sont proposées, peuvent contribuer à l'élaboration des politiques agricoles (4).

UN TABLEAU DIVERSIFIÉ

Il ne peut y avoir de développement sans « accord intersectoriel » (5). Si l'on entend favoriser et organiser cet accord, la première chose à faire est de reconnaître la juste place de l'agriculture dans le concert économique. On doit donc cesser de la considérer *a priori* comme un « principal goulot d'étranglement », une « barrière » s'opposant à la croissance.

Il est arrivé que des planificateurs se débarrassent de cette vision négative et considèrent le milieu rural comme un foyer, au moins potentiel, de projets et d'innovations (WINTER, 1977/1). Force est de reconnaître cependant qu'il est resté difficile de donner un contenu précis à ce genre de formulations. D'ailleurs des géographes eux-mêmes ne se contentaient-ils pas de repérer la « ruralité » au Cameroun par... son contraire, la « citadinité » (MARGUERAT, 1983/2)? À la même époque, tout en reconnaissant que la paysannerie du tiers monde constituait « un monde à part, dépendant mais doué de sa propre dynamique », deux autres géographes n'y voyaient-ils pas surtout « un enjeu majeur pour le système capitaliste international qui cherche à la mobiliser »

(COURADE, BRUNEAU, 1983/1, p. 86)? Nous ne sommes pas très loin des thèses de HYDEN sur la difficile « capture » des paysannes africaines (6). Était-il donc si malaisé d'admettre que certaines sociétés paysannes, à certains moments, ont pu tirer parti de partenaires extérieurs — comme l'Islam mouride a tiré parti de l'arachide, au Sénégal, pour assurer son expansion ?

L'effort de recherche dont témoignent les *Cahiers* aura consisté, pour l'essentiel, à dépasser ces notations quelque peu négatives, qui d'ailleurs ne reflétaient sans doute pas les idées dominantes à l'époque parmi les géographes. Ce que nous présentent en effet les textes analysés, c'est avant tout le tableau diversifié d'un secteur agricole vivifié par des dynamiques internes en partie autonomes. La richesse de ce tableau aurait de quoi déconcerter si elle n'était constamment traversée par une tension vers la mise en évidence de mécanismes appelés à devenir des clefs de lecture. L'orientation « morphologisante » signalée par CHAUVEAU (1979/1-2) est donc manifeste, mais elle sert de substrat à une recherche plus abstraite sur « les processus et ce qui constitue leurs fondements » (7). Recherche qui, dépourvue de ce socle, n'aurait eu que trop tendance, pendant les années soixante et soixante-dix, à glisser vers l'idéologie. Incontestablement, ce dérapage n'a pas eu lieu.

On ne s'étonnera pas, puisqu'il s'agit d'agricultures, que le tableau en question accorde la plus grande attention à l'espace et prenne souvent la forme cartographique. L'image de l'occupation du sol au Burkina, dix ans après l'indépendance, traduit par exemple de façon saisissante la diversité des situations agraires régionales et révèle que la plus grande partie du territoire national est inoccupée ou sous-occupée (RÉMY, 1970/2). Les économistes ne dédaignent pas ces synthèses visuelles, et c'est une carte qu'ANCEY dresse pour présenter ses données sur les structures d'exploitation agricole dans les pays du Sahel (ANCEY 1977/1) (8). On peut ensuite mettre à jour et préciser l'état des lieux en indiquant les remaniements mineurs qui ne cessent de se produire. C'est ainsi que BENOIT (1977/2) décrit, dans l'ouest du Burkina, le desserrement d'un système agricole relativement intensif grâce à la mise en valeur de terres neuves. La culture du coton et l'immigration mossi y trouvent leur compte, mais la faune sauvage disparaît.

Plus l'espace embrassé se restreint, plus le contenu de la description peut s'enrichir. L'inventaire du milieu naturel et du peuplement auquel procède BOUTRAIS (1978/2) dans la plaine Koutine, au Cameroun, permet une analyse économique irréprochable, encore que non quantifiée, des tentatives d'intensification agricole dans cette région. J'y reviendrai. Le tableau se raffine encore lorsqu'il représente un milieu franchement composite — savane à igname et forêt trouée de plantations dans le V baoulé, par exemple — et que

nous est communiquée la vision des paysans (BLANC-PAMARD, 1978/2). Nombreux sont les exemples de cette pénétration dans l'altérité des représentations, et pas seulement à propos du milieu naturel. L'assimilation que les Baoulé de Côte-d'Ivoire font entre salariat et captivité en dit long sur la manière dont certains paysans africains, non des moins dynamiques, envisageaient les rapports marchands dix ans après l'indépendance (ÉTIENNE, 1971/3). Un pas de plus, et c'est l'imaginaire des intéressés qui nous est dévoilé, par exemple dans la présentation d'une communauté fictive de jeunes pionniers camerounais (DELPECH, 1979/1-2).

L'ampleur du champ de vision ne cesse donc de varier : tout le nord du Congo (VENNETIER, 1965/1), tout le secteur cacaoyer du Cameroun (CHAMPAUD, 1966/3), toute la zone des plantations ghanéennes (GASTELLU, 1981-82/2), mais aussi, très souvent, l'espace restreint d'une monographie villageoise (LAHUEC, 1968/2; GUILLOT, 1970/1) ou celui d'un transect significatif (GUILLOT, 1977/2; BLANC-PAMARD, 1978/1; MINVIELLE, 1978/3). Entre ces deux niveaux extrêmes se déploie la dimension moyenne des études régionales (HALLAIRE, 1976/1; MARCHAL, 1977/2) ou des aires de relations entre ville et campagnes (FRANQUEVILLE, 1972/3 et 1973/2-3; STECK 1972/3; PIERMAY 1978/2). De même, la profondeur chronologique passe du minimum d'une image actuelle au maximum de la plongée dans le passé précolonial (BOUTILLIER, 1971/3; CHARMES, 1977/1). Il ne manque même pas un géographe-archéologue pour reconstituer les peuplements et les systèmes agraires dans l'ancien Adamaoua, au Cameroun, et pour nous informer que la conquête peul de 1820-1930 a provoqué un désastre démographique comparable à celui que les Européens ont déclenché chez les Amérindiens (HURAUULT, 1986/1).

Arrêtons là cette description de descriptions, en signalant seulement que l'enregistrement de l'existant ne se referme pas sur lui-même. Les chercheurs sont peut-être, comme le note ironiquement MUSIL dans *L'Homme sans qualités* (I, chap. 54), atteints de « dipsomanie du fait », mais c'est cette accumulation de faits qui leur permet d'entrer dans l'intimité des sociétés. Déjà la seule mention de certains chiffres constitue une révélation dérangement — par exemple sur la dimension dérisoire, donc symbolique, de certaines opérations de développement, détail sur lequel on glisse discrètement d'habitude (TRINCAZ, 1979/1-2). Plus massivement, la simple description peut faire apparaître des contrastes chargés de questions : entre systèmes agricoles bwa et lobi, au Burkina (SAVONNET, 1976/1), entre résultats des producteurs allochtones et autochtones en Côte-d'Ivoire (HAERINGER, 1972/2 b). À moins que ne surgissent d'énigmatiques ressemblances, comme celle que décrypte GASTELLU (1985/4) entre deux sociétés rurales matrili-néaires fonctionnant selon une logique d'accumulation lignagère,

les Serer du Sénégal et les Agni de Côte-d'Ivoire. Dans certains cas enfin, c'est la tragique mise à l'écart de groupes entiers qui nous saute aux yeux, par exemple celle des Bakweri du mont Cameroun (COURADE, 1981-82/3).

Dans une perspective résolument diachronique, l'analyse de la cohérence ou de la désarticulation d'un système de cultures se montre tout aussi féconde. Dès les années soixante, l'accent peut être mis sur la complémentarité des spéculations, souvent lisible dans le calendrier agricole. Ainsi VENNETIER (1965/1) croit déceler dans le nord du Congo une « imbrication étroite entre systèmes économiques opposés » parce que la femme du coupeur de régimes ramasse et casse des palmistes dans les peuplements naturels d'*Elaeis* et les vend à l'huilerie pendant les loisirs que lui laissent ses cultures de manioc. Vers la même époque, COUTY (1965/4) signale un réajustement spontané du système de cultures lié à l'extension du coton dans le nord du Cameroun : la culture du sorgho de décrue vient relayer celle des sorghos de saison des pluies, devenue de moins en moins compatible avec le coton en ce qui concerne l'occupation des sols et le calendrier des travaux (9). Inversement, SCHWARTZ (1971/3) montre comment, chez les Guéré de Côte-d'Ivoire, la culture du café est venue se greffer « de façon anarchique » sur le système traditionnel. Plus positivement, dans un périmètre agricole situé sur les rives du Sourou, au Burkina, le maïs remplace le coton prévu par le projet d'aménagement : « Pensera-t-on un jour développement sans y associer le mot coton ? » demande à cette occasion le géographe, visiblement réconforté par la dérive qu'il a observée (MARCHAL, 1976/1). L'année suivante cependant, le même chercheur décrit la regrettable évolution du système agraire mossi, dans le Yatenga : pas d'intensification, une consommation d'espace de plus en plus anarchique en dépit d'un doublement de population entre 1925 et 1973. Une issue à tout de même été trouvée par les Mossi : « Au Yatenga, l'agriculture n'assure plus la survie biologique des populations, mais le Sud-Ouest voltaïque et les caféières et cacaoyères de Côte-d'Ivoire appartiennent aujourd'hui à l'espace de vie des paysans de Ouahigouya » (MARCHAL, 1977/2, p. 149).

Comme l'a souvent rappelé BADOUIN (10), la plasticité des systèmes de culture africains a donc été remarquable, notamment si l'on prend en compte les cas, à vrai dire assez rares, d'association agriculture-élevage : simple complémentarité née de l'extension des cultures en zone pastorale sahélienne évoluant semble-t-il au détriment des éleveurs (BERNUS, 1974/2), ou construction d'un élevage paysan relié à l'économie de plantation au Togo — exemple sur lequel nous reviendrons (ANTHEAUME, 1985/4). En fait, la véritable association agriculture-élevage n'en est encore qu'à ses débuts en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, et BOUTRAIS

regrette à juste titre que les agronomes n'en reconnaissent que tardivement l'intérêt dans les grandes opérations agricoles (BOU-TRAIS, LORTIC, 1983/2) (11).

Derrière ces ajustements et réajustements incessants des systèmes de culture, c'est la notion d'exploitation agricole qui se profile dans sa complexité jamais suffisamment reconnue. On peut à ce propos (GASTELLU, 1980/1-2) tenter de schématiser l'arrangement des communautés de production, de consommation et d'accumulation en soulignant que le travail en commun, plus que le (ou les) champ(s) collectif(s) au(x)quel(s) ce travail s'applique, constitue le pivot de l'exploitation agricole (12). On peut aussi (PÉLISSIER, 1976/1) insister sur la diversité déjà confirmée des sources de revenu dans les Hautes Terres de Madagascar : culture du riz, mais aussi cultures sur *tanety* (13) et élevage. Il ressort de ces réflexions que les questions d'organisation sont plus cruciales que les problèmes relatifs aux techniques de production :

Il s'agit de traiter l'exploitation agricole comme une combinaison d'éléments techniquement complémentaires et économiquement solidaires, comme une cellule qui doit nourrir son propre développement en multipliant ses ressources (PÉLISSIER, 1976/1, p. 56) (14).

Les études de cas se trouvent dynamisées par le passage au récit. Les récits sont nombreux dans les articles consacrés aux opérations de colonisation (BARBIER, 1973/2-3, 1979/1-2 ; TRINCAZ, 1979/1-2) ou de développement (ANTHEAUME, 1976/1 ; BIED-CHARRETON, 1976/1 ; DOZON, 1979/1-2). Mais les narrations les plus instructives sont en général celles d'événements spontanés : progression pionnière des Mourides sénégalais (ROCHETEAU, 1975/1 b), migrations plus hésitantes des Serer, également au Sénégal (DUBOIS, 1975/1), suites de l'accroissement démographique dans la moyenne vallée du Sénégal (LERICOLLAIS, 1975/2), saga des Akposso descendus dans l'ouest du Togo pour y créer des plantations de cacao par contrat *dibi-ma-dibi* (ANTHEAUME, 1981-82/1). Dans ce dernier article, un habile graphique résume l'essentiel de la séquence, en montrant comment s'échelonnent dans le temps les passations de contrat puis les partages accordant au métayer, en fin de contrat, la propriété d'une partie de la plantation (15).

On se rapproche d'une analyse de causalité lorsque les séquences d'événements sont *nommées*, c'est-à-dire rangées, au moins à titre d'hypothèse, dans un système de covariation reconnu comme tel. C'est ce qu'entreprend de faire un *Cahier* de 1970 consacré au « comportement des agriculteurs face à des situations inédites ou à des phénomènes nouveaux » (BADOUIN, 1970/4). Le stimulant étudié est varié : implantation d'une laiterie ou d'une usine de

concentré de tomate à Madagascar (HARDEL, 1970/4), présence de la ville de Bouaké au centre de la Côte-d'Ivoire (ANCEY, 1970/4), diffusion du coton Allen en pays baoulé (MICHOTTE, 1970/4), introduction de la motorisation dans les exploitations agricoles (BONNEFOND, 1970/4). Dans tous les cas étudiés, la « réponse » est décevante ou nulle. Les usines malgaches rencontrent difficulté sur difficulté, le coton n'empêche pas les ruraux de migrer vers les plantations de basse Côte-d'Ivoire, la motorisation ne donne pas les résultats espérés, et la ville de Bouaké tend à « fixer la zone dans ses structures les plus traditionnelles ». ROCH (1975/1) arrivera d'ailleurs à une conclusion analogue cinq ans plus tard au Sénégal : la relation des paysans avec la ville leur permet sans doute de survivre, mais elle les enferme aussi dans une paupérisation croissante. De fait, la plupart des textes traitant des relations villes-campagnes au cours des années soixante-dix sont réservés quant à l'effet d'animation exercé par les centres urbains (FRANQUEVILLE, 1972/3, 1973/2-3 ; PIERMAY, 1978/2) (16).

La problématique stimulant-réponse connaîtra une fortune meilleure lorsque DOZON (1979/1-2) analysera les effets de la hausse du prix du riz intervenue en Côte-d'Ivoire en mars 1974 (17). La riziculture de bas-fond se révélant rentable, les Bété cessent d'abandonner les bas-fonds aménageables aux allochtones et les exploitent avec de la main-d'œuvre salariée, à l'instar des plantations de cacao et de café. La production de riz s'accroît fortement, mais dans le rapport de forces qui s'instaure entre Soderiz et distributeurs privés, l'État ivoirien avantage les seconds en ne donnant pas à la société d'État les moyens de sa politique. De sorte que les importations finissent par reprendre...

Que sont ces contrastes, ces ressemblances, ces manifestations de cohérence, ces suites d'événements orientés dans une direction plus ou moins apparente, sinon des traces, des indices qu'il faut débarrasser de leur ambiguïté intrinsèque pour remonter des faits au faire, des résultats aux pratiques, de la description à l'analyse ? Nous allons donner quelques exemples de ce passage.

CONCEPTS ET MÉCANISMES

Descriptions, schémas de structure, récits d'intrigues et analyses de séquence, tout cela ne se situe pas encore au plan de l'explication véritable. Celle-ci requiert en effet l'énoncé de principes simples et nécessaires d'où l'on pourra admettre que découlent les faits, les structures et les enchaînements constatés. Il semble que les articles des *Cahiers* accèdent à l'explication de deux façons : en proposant des concepts *ad hoc* censés rendre compte de situations originales ; en exploitant la coïncidence entre certaines séquences et certains mécanismes économiques.

Des concepts *ad hoc*

La rigueur des concepts proposés dans les *Cahiers* est très variable. Certains demeurent allusifs, par exemple ces « civilisations agraires différentes », aussitôt précisées par des qualificatifs ethniques (bassa, ewondo, boulou), dont CHAMPAUD note la « traduction dans le paysage » du Sud-Cameroun (CHAMPAUD, 1966/3). Le paysage, explique GOUROU (1972/2), est « ce qui se voit sur une surface réduite » :

La géographie commence par l'analyse des paysages, mais elle échoue à justifier ce paysage par sa propre dynamique [...] Inévitablement, s'impose le recours à la comparaison avec les paysages voisins (étape régionale) [...] Nous sommes conduits à un terminus, qui est celui de la géographie générale. La base de raisonnement est ici que les hommes, s'ils disposent d'une panoplie de techniques de production et de techniques d'encadrement, n'en ont pas un assortiment infini (p. 136).

Nous retrouverons ce « principe de parcimonie » à propos de la relation extensif-intensif.

Autre concept *ad hoc* : celui de « nouveau milieu social » (SCHWARTZ, 1979/1-2a), désignant le résultat spécifique de la mutation des sociétés agraires africaines traditionnelles sous l'effet du développement des cultures de rente, de la monétarisation, de la volonté des jeunes d'échapper aux contraintes imposées par les aînés.

L'année suivante, GASTELLU (1980/1-2) recourt à la notion d'« organisation économique », qui combine deux éléments : un système de parenté à l'intérieur duquel les acteurs sociaux se comportent en fonction de leurs intérêts, un système économique résultant de l'écologie, de l'histoire et de règles portant sur l'organisation de la production et le partage du pouvoir.

Ces formulations adhèrent encore étroitement à une réalité qu'elles enveloppent plus qu'elles ne l'expliquent. Un nouveau pas sera franchi avec l'élaboration du concept d'économie de plantation villageoise.

En un sens, la réflexion sur ce sujet débute à l'ORSTOM dès les années cinquante (18), mais il semble que le premier article important des *Cahiers* soit celui de BOUTILLIER *et al.* (1977/4), où il est rendu compte d'une étude lourde des migrations voltaïques. Ce texte confirme que le départ des travailleurs mossi vers la Côte-d'Ivoire résout d'une certaine façon les problèmes posés au Burkina par l'accroissement démographique, mais résulte aussi des conditions sociales d'accession à l'autonomie résidentielle et économique

en milieu mossi (19). En Côte-d'Ivoire, le développement de ce que HILL appelle un « capitalisme rural » permet l'accueil des migrants (20). Dans un premier temps, ceux-ci s'insèrent parmi l'ensemble des travailleurs permanents ou saisonniers qualifiés d'allochtones (Ivoiriens et non-Ivoiriens), sur lesquels les planteurs autochtones répercutent la ponction exercée par l'État et par le système marchand (CHAUVEAU, 1979/1-2). L'appartenance ethnique, dans cette analyse, est un indicateur commode, mais la réalité pertinente est celle de rapports sociaux de production évoluant sous la pression qu'exercent, en Côte-d'Ivoire, la saturation des terres et la raréfaction de la main-d'œuvre. CHALÉARD (1981-82/3) observe l'économie de plantation villageoise en pays Abé et souligne la nécessité pour le planteur, en culture manuelle extensive, d'employer des salariés allochtones. Toutefois le manœuvre n'accepte sa situation que dans l'espoir de devenir lui-même planteur, et de pouvoir engager des manœuvres à son tour. C'est ce qui fait dire à CHAUVEAU et DOZON (1985/1) qu'un tel système n'est pas véritablement capitaliste, puisque la force de travail salariée n'est pas enfermée définitivement dans son statut. Le flux des travailleurs allochtones repose sur la cession régulière de terres, jusqu'à saturation de l'espace disponible. CHAUVEAU et DOZON montrent que cette économie de plantation, qui s'est développée de façon largement autonome vis-à-vis des politiques agricoles successives, est beaucoup plus qu'une forme temporaire de production agricole. Ils y voient, à juste titre, un analyseur de l'histoire économique et sociale de la Côte-d'Ivoire. Si l'économie de plantation villageoise repose, au plan local, sur un processus d'appropriation privée des terres, elle organise globalement les espaces ivoirien et burkinabé selon un schéma centre-périphérie et elle fonde la société civile ivoirienne, en grande partie structurée par le rapport autochtones-allochtones.

Ce système d'économie de plantation se retrouve ailleurs. Au Ghana, avec des exploitations plus petites, semble-t-il, qu'en Côte-d'Ivoire, et dans des conditions rendues difficiles par une « politique incohérente » (GASTELLU, 1981-82/2). Au Togo également, à propos duquel un article d'ANTHEAUME enrichit la notion en montrant que l'élevage, pratiqué dans une perspective de thésaurisation, peut constituer « l'ultime maillon » du processus ; plantations de café ou de cacao et élevage forment alors un seul et même système économique, le nombre de troupeaux diminuant au fur et à mesure que les plantations vieillissent (ANTHEAUME, 1985/4).

À bonne distance des schémas convenus et des théories *a priori*, cette recherche sur l'économie de plantation identifie un processus concret de développement, avec ses forces et ses faiblesses, ses coûts et ses résultats. On voit ainsi le parti que l'économie du développement pourrait tirer de la recommandation adressée par

CHAUVEAU et DOZON aux anthropologues africanistes : dans un domaine comme dans l'autre, il convient, pour innover, de déplacer le regard

[...] vers les processus historiques, les situations concrètes, là où l'objet d'analyse perd son caractère d'objet pré-donné ou pré-conçu et doit s'inventer au contact des configurations sociales qui se réalisent effectivement dans le temps et dans l'espace (CHAUVEAU, DOZON, 1985/1, p. 78).

Des mécanismes économiques ?

Pour aller plus loin, il faudra accepter une perte de substance. Ce qui légitime cet appauvrissement, c'est le petit nombre d'éléments fondamentaux dont l'analyse, au-delà d'un certain stade, a véritablement besoin. La remarque a été faite par GOUROU, on l'a vu, à propos du raisonnement géographique, mais elle vaut dans tous les cas. En économie rurale, les facteurs de production fondamentaux sont au nombre de quatre : la terre, le travail, éventuellement les consommations intermédiaires et le capital d'exploitation. On rencontrera donc des configurations privilégiées dans le mode de combinaison de ces facteurs, et des régularités dans le résultat de la combinaison productive. L'intensification, qui est d'abord un changement de la proportion entre terre et travail, peut alors être représentée par un schéma simple, mais il est instructif de voir comment la recherche empirique distille les régularités à partir des phénomènes observés.

Quand CHAMPAUD (1966/3) constate que, dans la zone cacaoyère du Cameroun, les paysans jugent plus avantageux d'accroître leur production en augmentant les surfaces cultivées qu'en soignant convenablement les surfaces qu'ils possèdent déjà, il dit la même chose, ou peu s'en faut, que DUBOIS (1975/1) à propos des Serer du Sénégal : chez ces derniers, la productivité du travail, surtout pour le mil, est meilleure sur de vastes surfaces soumises à des façons sommaires que sur des surfaces réduites traitées avec un soin minutieux. Dans les deux cas, l'analyse débouche sur un jugement critique : la mentalité des Ewondo et des Boulou n'est pas propice au progrès, les paysans serer « sèment trop ». On peut discuter ces jugements de valeur, mais l'important, c'est la régularité constatée : l'agriculture extensive — peu de travail sur de vastes surfaces — peut assurer une bonne productivité du travail malgré des rendements à l'hectare médiocres. Les rendements peuvent s'améliorer si l'on intensifie, mais dans un premier temps la productivité du travail risque de décroître. C'est ce qu'avait montré BONNEFOND (1970/4) dans un texte consacré à la motorisation en agriculture traditionnelle.

Le thème de la productivité du travail comparée au rendement à l'hectare est repris par RAISON (1973/4) : l'agriculteur tropical cherche avant tout à valoriser son travail, aussi choisit-il la culture extensive si la situation foncière le lui permet. Il y a souvent retour à des façons extensives sur les fronts pionniers, exactement comme si les paysans effectuaient un calcul économique élémentaire. De ce calcul, ROCHETEAU, observe les effets apparents au Sénégal : l'abondance des terres permet au groupe familial d'obtenir un revenu élevé par unité de travail (ROCHETEAU, 1975/1 b). Très logiquement, en zone densément peuplée, l'intensification sera maximale : dans le nord des monts Mandara, au Cameroun, on n'observe pas de jachère mais des cultures permanentes sur des terrasses entretenues à grand renfort de travail humain (HALLAIRE, 1976/1). Les Mossi du Burkina, nous l'avons vu, demeurent gros consommateurs d'espace au Yatenga, malgré la densité de population croissante, mais ce comportement aberrant s'explique si l'on prend en compte le desserrement obtenu grâce aux migrations vers le sud-ouest du pays ou en Côte-d'Ivoire (MARCHAL, 1977/2).

Dans le sud du Cameroun, deux monographies réalisées dans des zones à densité très contrastée (120 hab./km² et 4,6 hab./km²) permettent à WEBER d'affirmer que, compte tenu des systèmes de production existants (21), les paysans eton et boulou cherchent à maximiser la productivité de leur travail tant qu'ils se trouvent au-dessous de 30 habitants par km². Dans ce cas, l'intensification est difficile, le salariat agricole n'apparaît pas. Au-dessus de ce seuil, en revanche, la terre commence à être totalement appropriée, les jachères diminuent, la rente foncière et l'exode rural apparaissent, l'intensification devient nécessaire (WEBER, 1977/2).

Au Sénégal, vérifiant une fois de plus les formulations générales de BONNEFOND et de RAISON, TRINCAZ (1979/1-2) s'aperçoit que les migrants serer, pourtant spécialistes dans le Sine d'un système intensif très élaboré, en arrivent à cultiver 2,5 ha par actif dans les Terres Neuves, et à engager de nombreuses manœuvres puisque le travail devient rare par rapport à la terre. Nuançons ce schéma, qui finirait par devenir dangereusement mécanique. Au Cameroun, BOUTRAIS montre que l'agriculture des Koutine est à la fois intensive et extensive. Intensive, parce qu'elle obtient chaque année sur le même champ des récoltes de mil et de maïs ; extensive, par la faible dose de travail à l'hectare et par l'absence de techniques de restitution. En fait, l'agriculture koutine peut être qualifiée d'intensive-itinérante... En réalité, nous avons affaire à un cas particulier de la forme extensive, dont le choix est économiquement justifié, mais qui rend toute intervention difficile. Dans une région faiblement peuplée comme la plaine koutine, la modernisation rurale est plus délicate que dans les zones à forte densité

démographique. Comment par exemple vulgariser des techniques de culture extensive du coton (BOUTRAIS 1978/2)?

La régularité logique et économique décelée par tous ces travaux s'inscrit comme une armature dans l'épaisseur des situations concrètes. Il ne s'agit cependant que d'un résidu abstrait, tiré des formes que prend le rapport entre les facteurs de production et le point de vue paysan sur le résultat de la combinaison productive (rendement par unité de surface, productivité du travail). À l'évidence, cette combinaison productive dépend de bien des circonstances, et RAISON n'omet pas de signaler qu'en dépit de la logique, les migrations rurales peuvent s'orienter *vers* des zones densément peuplées et *vers* l'agriculture intensive (RAISON, 1973/4, p. 394). Dans le même sens, PONTIÉ (1979/1-2) observe au Cameroun que malgré le recours à la location ou à l'achat, le migrant Guiziga doit souvent se contenter de superficies plus restreintes et parfois de sols moins favorables que dans son village de départ. En fait, la migration peut révéler d'abord des tensions propres à la société d'origine, et le phénomène ne peut s'interpréter uniquement en termes de densités démographiques comparées et de productivités du travail différentielles (22). Le mécanisme du passage de l'extensif à l'intensif — et réciproquement — a seulement le mérite de suggérer qu'en matière de développement agricole et rural, il existe des cheminements probables ou nécessaires, et par conséquent des délais inévitables.

Ces résistances et ces pesanteurs se manifestent sur d'autres plans, moins accessibles à la formalisation. À Madagascar, CHARMES (1975/3 b) constate que la redistribution des terres ne libère pas les métayers de leur dépendance, parce que le manque de capital d'exploitation les met de nouveau sous la coupe de leurs anciens patrons. Et PONTIÉ (1979/1-2) fait voir qu'en migrant pour échapper à la tutelle de leurs aînés, les jeunes Guiziga qui vont travailler pour le compte d'un propriétaire foulbé reconstituent une hiérarchie musulmans-païens remontant aux premières décennies du XIX^e siècle.

« Y a-t-il, au monde, un régime paysan qui soit simple? » demande BRAUDEL (*op. cit.*, III, p. 431). Non, bien sûr. L'économie rurale est donc une science tout en nuances, comme nous le rappellent fermement et constamment les *Cahiers*.

CONCLUSION : POLITIQUE OU ADMINISTRATION AGRICOLE?

Faute de place, je n'exposerai pas ici les nombreux enseignements méthodologiques qu'on peut tirer du corpus étudié. J'en donnerai seulement deux exemples.

Le premier est relatif aux causalités parallèles que les articles des *Cahiers* mettent fréquemment en évidence. La complexité des faits de transformation sociale exige une approche totalisante ou, si l'on préfère, pluridisciplinaire. Seule cette approche permet d'identifier les enchaînements juxtaposés aboutissant à un effet donné. On a vu la fécondité de cette démarche en ce qui concerne les migrations burkinabé et l'économie de plantation ivoirienne. Pour rendre compte d'un processus historique, on doit être capable de recueillir, de rassembler et d'interpréter des matériaux très variés.

Le deuxième exemple concerne plus particulièrement la discipline économique, et il nous est fourni par l'article de BOUTRAIS sur la plaine koutinc. Ce géographe estime que sa recherche n'est pas très différente de celle d'un économiste qui étudierait le rapport population-ressources d'une région donnée. À ceci près que, vu le manque de données quantitatives au Cameroun, il faut y travailler à partir d'observations qualitatives : le rapport entre peuplement et milieu naturel s'inscrit dans le paysage et peut être analysé à partir de ce révélateur synthétique. BOUTRAIS signale ainsi qu'une bonne recherche économique peut, jusqu'à un certain point, se dispenser de mesures détaillées et dispendieuses (23). Tout dépend des objectifs fixés et des moyens disponibles.

Ce rappel pourrait servir d'introduction à une longue réflexion sur les rapports entre approche monographique et enquêtes statistiques — réflexion menée à plusieurs reprises dans les *Cahiers* (BIED-CHARRETON, 1969/3; WURTZ, 1969/3; HAERINGER, 1972/2 a; GUILLOT, 1977/2). La question des unités d'observation serait bien entendu évoquée (GASTELLU, 1980/1-2; ROBINEAU, 1983/1). Je m'en tiendrai, dans cette conclusion, à ce qui justifie souvent et les enquêtes et la réflexion sur les enquêtes, à savoir le conseil en matière de politique agricole.

Certains textes des *Cahiers* témoignent sur ce point, pourtant, d'une réticence marquée. DOZON, par exemple, se demande si la connaissance du milieu peut vraiment aider à un « bon » aménagement, dans la mesure où l'on sait que les maîtres du jeu entendent le rester et ne souhaitent qu'un « contrepoint humain » à leurs entreprises (DOZON 1979/1-2). On ne saurait cependant en rester là.

La question des politiques agricoles me paraît avoir été posée avec bon sens dans deux articles qu'il est instructif de rapprocher. Le premier énumère les mesures à prendre pour contenir et organiser l'exode rural au Cameroun (BARBIER *et al.*, 1981-82/1). Inévitablement, ces mesures n'ont rien d'original : revaloriser le travail de la terre, moderniser les structures agricoles, etc. On ne peut qu'être d'accord, mais comment passer à l'acte ? Dans un texte écrit deux ans auparavant, BARBIER avait pris parti de façon très claire, à propos d'une opération de colonisation agricole au Cameroun

(BARBIER, 1979/1-2). Le projet, selon lui, ne s'était pas assez appuyé sur les comportements socio-économiques des populations concernées. Il eût fallu :

[...] accélérer ou débloquer l'histoire particulière de ces populations au moyen d'opérations de développement et non créer artificiellement de nouveaux milieux sociaux qui répondraient aux normes considérées par certains planificateurs bureaucrates comme nécessaires pour l'intégration des milieux ruraux à l'économie de marché [...] (p. 151) (24).

On voit bien se dessiner deux paliers de recommandations. Le premier est celui de conseils apparemment banals, utiles néanmoins dès lors qu'ils rappellent aux responsables que les paysans ne peuvent être mis exagérément à contribution sans grave dommage pour toute l'économie. Le second palier est celui de mesures plus précises, propres à accompagner les dynamiques localisées. Si tant est, en effet, qu'une politique agricole puisse exister, son matériau principal sera constitué plus par les comportements, les innovations, les déplacements des agriculteurs que par les chimères des technocrates. Mais alors la notion même de politique agricole ne risque-t-elle pas de se volatiliser, détruite par le souci d'épouser au plus près l'« histoire particulière » de chaque société paysanne ?

Peut-être faut-il essayer de voir les choses autrement. Dans leur foisonnement parfois contradictoire, les dynamiques locales sont effectivement la substance principale du changement économique et social, mais il faut connaître leurs ressorts et comprendre leur sens. Comme le dit LAO-TSEU, « pour gouverner, il faut saisir le simple et embrasser le primitif » (Tao-tê-king, 19). Le simple et le primitif, en matière agricole, ne se ramènent-ils pas à l'énoncé prudent, toujours révisable, de quelques paradigmes essentiels résumant par exemple la relation entre l'extensif et l'intensif, ou récapitulant les conditions qui permettent la mobilisation du facteur travail ? On peut penser qu'il ne faudrait pas beaucoup de schémas de cette nature pour aider les responsables économiques et politiques à donner une cohérence aux « histoires particulières » et pour que soient au moins repérées, dans un cadre global, les zones où la diversification et l'intensification deviennent possibles (25).

Le reste est d'un autre ordre. Suivre et corriger les dynamiques locales, organiser les sociétés paysannes pour qu'elles puissent faire connaître démocratiquement leur point de vue, résoudre les innombrables difficultés de parcours, renouveler l'information en permanence, tout cela ressortit plus à la bonne administration qu'à la formulation de politiques. Une administration agricole souple, décentralisée, techniquement compétente et bien instruite des conditions locales, dialoguant avec de solides organisations

paysannes, voilà ce qui fait peut-être le plus défaut en Afrique aujourd'hui. La suite viendra d'elle-même, en son temps.

Je remercie mes collègues de l'ORSTOM qui ont bien voulu faire une lecture critique de ce texte. Je reste responsable des erreurs qui pourraient subsister dans la présente version. Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur.

Paris, mars 1989

Notes

- (1) Communication présentée à l'Association européenne des économistes agricoles (AEËA), Séminaire de Montpellier (France), 29 mai-2 juin 1989 : « Producteurs et consommateurs face aux politiques agricoles et alimentaires en Afrique (Les défis à la connaissance) ». Les Actes du Séminaire ont été publiés par P. CAMPAGNE et J. CHÂTAIGNER, Agropolis, Montpellier 1990, 380 p.
- (2) Ce premier examen ne couvre donc pas les articles publiés par des agronomes dans les *Cahiers ORSTOM, série Biologie*, et notamment le n° 24, de novembre 1974, contenant des textes importants de SEBILLOTTE, de MAYMARD et de MILLEVILLE. Je n'ai pas inclus non plus dans ma recension les deux numéros spéciaux des *Cahiers, série Sciences Humaines*, consacrés l'un à *l'Arbre* (1980/3-4) et l'autre aux *Instruments aratoires* (1984/3-4) en Afrique tropicale.
- (3) Une synthèse méthodologique partielle d'ouvrages publiés par l'ORSTOM sur les agricultures africaines a été réalisée de 1979 à 1984 à la demande de l'Insee-Coopération et du groupe Amira. Elle a porté sur des monographies publiées dans *l'Atlas des Structures Agraires au Sud du Sahara*, sur des monographies d'ethnies de la collection *Mémoires*, sur des travaux d'analyse régionale publiés en littérature grise ou dans la collection *Travaux et Documents*. Un bref article des *Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines* donne un aperçu de cette synthèse collective (COUTY *et al.*, 1984/1).
- (4) Les références sont données sous la forme suivante : nom d'auteur(s), année de publication, numéro du *Cahier* dans l'année. Chaque année compte quatre *Cahiers* au plus, mais les numéros doubles sont fréquents. Il n'y a eu aucune parution en 1964. La discipline scientifique de chaque auteur est précisée dans la bibliographie en fin d'article. Les 86 textes retenus ont été signés par 97 auteurs, qui se répartissent de la manière suivante : 49,4 % de géographes (G), 29,8 % d'économistes (E), 16,4 % de sociologues (S), 3 % de démographes (D), 1 % de spécialistes de télédétection (T).
- (5) BRAUDEL (F.), 1979. — *Civilisation Matérielle, Économie et Capitalisme — XV^e-XVIII^e siècles*, tome 3 : *Le Temps du Monde*, p. 468, Paris, Armand Colin.
- (6) HYDEN (G.), 1980. — *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an Uncaptured Peasantry*, Londres, Heinemann, 270 p.
1983. — *No shortcuts to progress. African development management in perspective*, Berkeley, Univ. of California Press, 223 p.
- (7) Pour le sociologue, ces fondements sont « les rapports sociaux et leur évolution, au sein desquels les rapports de production restent déterminants » (CHAUVEAU, 1979/1-2 : 59-60).
- (8) La trame adoptée va de moins de 0,40 ha par tête à plus de 1 ha par tête (systèmes « hyper-extensifs »), la population agricole étant seule prise en compte, sans distinction entre actifs et inactifs.

- (9) Cette plasticité contraste avec le caractère figé du système des cultures de décrue dans la vallée du Sénégal (LERICOLLAIS, 1975/2). LERICOLLAIS est revenu sur cette question, avec SCHMITZ, dans un article du *Cahier* de 1984 sur les instruments aratoires (non inclus dans cette recension).
- (10) *Le Développement Agricole en Afrique Tropicale*, Paris, Cujas, 1985, 320 p.
- (11) Les agronomes ont tendance à négliger le problème des adventices pour privilégier celui de la fertilité et des engrais. Or les adventices posent très vite un problème critique, à tel point qu'en agriculture traditionnelle, le passage à la jachère est causé souvent moins par l'épuisement des sols que par un enherbement incontrôlable. Dans l'opération étudiée par BOUTRAIS (complexe céréalier dans l'Adamaoua, au Cameroun), il a fallu finir par recourir à la vaine pâture, donc à une forme d'association agriculture-élevage bien connue des agricultures traditionnelles.
- (12) « Il faut affirmer avec force que ce n'est pas le champ en soi qui crée la communauté économique, mais la forme de travail dont il n'est que le support. Ce travail est aussi à l'origine des solidarités de consommation et d'accumulation » (GASTELLU, 1980/1-2 : 7).
- (13) Collines, terres affectées à la culture sous pluie.
- (14) Dans le même sens, et toujours à Madagascar, CHARMES (1975/3a) montre que les méthodes de vulgarisation agricole sont aussi importantes, sinon plus, que les techniques qu'elles propagent.
- (15) La technique du résumé graphique est souvent employée, de façon très pédagogique. Voir par exemple le schéma représentant les filières successives empruntées par les migrants wolof du Sénégal au cours de leurs déplacements (ROCHETEAU, 1975/1a).
- (16) Un cas particulier : celui d'un article sur Mokolo, petite ville du Nord-Cameroun où 60 % des actifs sont encore agriculteurs (STECK, 1972/3).
- (17) De 28 à 65 FCFA/kg pour le paddy bord champ, de 63 à 116 FCFA/kg pour le riz en gros, de 70 à 125 FCFA/kg pour le riz au détail (R. HIRSCH : *Les effets pervers d'une politique des prix officiels à la production. L'exemple du paddy et du riz en Côte d'Ivoire. Communication au Séminaire CIRAD « État, Structures de Développement et Paysans », Compte Rendu Général, octobre 1986 : 42-43*).
- (18) Voir notamment BOUTILLIER (J.-L.), 1960. — *Bongouanou. Côte d'Ivoire. Étude socio-économique d'une subdivision*. L'Homme d'Outre-Mer, N^o 2, Paris, Berger-Levrault, 224 p.
- (19) Dans le même sens, voir MARCHAL 1977/2, dont il a été question plus haut.
- (20) HILL (P.), 1970. — *Studies in Rural Capitalism in West Africa*. Cambridge University Press, 173 p.
- (21) On peut expliciter ainsi cette nuance importante : compte tenu du type de combinaison des facteurs de production (terre et travail plus ou moins abondants, mais consommations intermédiaires et capital d'exploitation quasi inexistant).
- (22) C'est bien ce que montrent ROCHETEAU en milieu mouride sénégalais, BOUTILLIER, QUESNEL et VAUGELADE, ainsi que MARCHAL, en milieu mossi burkinabé. Sur l'impossibilité générale d'objectiver une expérience polymorphe dans le cadre d'une structure abstraite, voir GRANGER (G. G.), 1988. — *Essai d'une philosophie du style*. Paris, Éd. Odile Jacob, p. 237.
- (23) Un anthropologue n'a-t-il pas démontré qu'on peut apprécier l'intensité agricole par un simple décompte des champs où la maîtrise des adventices est jugée mauvaise ou bonne, par simple observation, à certains moments du cycle cultural ? RAYNAUT (Cl.), 1980. — *Recherches multidisciplinaires sur la région de Maradi. Rapport de synthèse*. Université de Bordeaux-II et DGRST, Paris, 76 p.
- (24) Le sociologue suggère que l'on devrait respecter les histoires particulières des populations — histoires qui peuvent cependant converger dans une histoire

nationale, comme le montrent CHAUVÉAU et DOZON pour la Côte-d'Ivoire. Le géographe, pour sa part, souhaite préserver les équilibres locaux : « Toute initiative venue de l'extérieur et visant à la transformation des techniques agricoles ou à l'introduction d'une culture commerciale devrait être précédée d'une étude des perturbations qui seront apportées à l'équilibre entre les formes d'utilisation actuelles du sol et le milieu naturel pris dans son ensemble » (BOUTRAIS, 1978/2, p. 142).

- (25) Voilà peut-être un premier sens à donner à l'expression « aménagement du territoire » ?

ARTICLES DES CAHIERS ORSTOM,
SÉRIE SCIENCES HUMAINES CITÉS

- ANCEY (G.), 1970/4. — L'influence d'un centre urbain sur la zone rurale environnante. L'exemple Bouaké-Brobo (Côte d'Ivoire). E.
- ANCEY (G.), 1977/1. — Recensement et description des principaux systèmes ruraux sahéliens. E.
- ANTHEAUME (B.), 1976/1. — Un projet d'élevage et son impact sur la vie d'un terroir mixte d'agriculteurs et de planteurs (Togo). G.
- ANTHEAUME (B.), 1981-1982/1. — Des hommes à la rencontre des arbres (le cacaoyer et les Akposso dans le Centre-Ouest du Togo). G.
- ANTHEAUME (B.), 1985/4. — Complémentarités et conflits. Approche des relations entre éleveurs et planteurs sur le plateau Akposso (Centre-Ouest du Togo). G.
- BADOUIN (R.), 1970/4. — Avant-propos du *Cahier* intitulé « Réponse des milieux ruraux à la présence d'un stimulant externe de développement ». E.
- BARBIER (J.-C.), 1973/2-3. — Colonisation agricole et référence au milieu urbain. Exemple des villages pionniers de l'opération Yabassi-Bafang, au Nord-Ouest de Douala (Cameroun). S.
- BARBIER (J.-C.). 1979/1-2. — Opérations de développement et histoire des populations. Cas de l'opération Yabassi-Bafang (Cameroun). S.
- BARBIER (J.-C.), COURADE (G.) et GUBRY (P.), 1981-82/1. — L'exode rural au Cameroun. S, G, D.
- BENOIT (M.), 1977/2. — Mutation agraire dans l'Ouest de la Haute-Volta. Le cas de Daboura (sous-préfecture de Nouna). G.
- BERNUS (E.), 1974/2. — L'évolution récente des relations entre éleveurs et agriculteurs en Afrique Tropicale : l'exemple du Sahel Nigérien. G.
- BIED-CHARRETON (M.), 1969/3. — Limites et intérêt des aspects quantitatifs d'une étude socio-économique. Méthodologie de l'enquête statistique « Plaine de Tananarive » (Madagascar). G.
- BIED-CHARRETON (M.), 1976/1. — Dynamismes internes et interventions externes : le périmètre hydro-agricole de Behara dans l'extrême-sud Madagascar. G.
- BLANC-PAMARD (C.), 1978/1. — Contraintes écologiques et réalités socio-économiques. L'exemple de Tafissou, communauté rurale du contact forêt-savane sur la branche ouest du V baoulé (Côte d'Ivoire). G.

- BLANC-PAMARD (C.), 1978/2. — Espace vécu et milieu de contact forêt-savane chez les paysans baoulé et leurs enfants dans le sud du V baoulé (Côte d'Ivoire). G.
- BONNEFOND (Ph.), 1970/4. — L'introduction de la motorisation en agriculture traditionnelle. E.
- BONNEFOND (Ph.), 1978/3. — Motorisation et plantations en zone forestière ivoirienne : quelques données globales. E.
- BONNEFOND (Ph.), 1980/1-2. — L'étude de la force de travail en milieu rural africain. E.
- BOUTILLIER (J.-L.), 1971/3. — Les effets de la disparition du commerce pré-colonial sur le système de production koulango (Côte d'Ivoire). E.
- BOUTILLIER (J.-L.), QUESNEL (A.), VAUGELADE (J.), 1977/4. — Systèmes socio-économiques mossi et migrations (Haute-Volta). E, D, D.
- BOUTRAIS (J.), 1978/2. — Peuplement et milieu naturel en zone soudanienne : le cas de la plaine Koutine (Cameroun). G.
- BOUTRAIS (J.), LORTIC (B.), 1983/2. — Géographie par télédétection d'un complexe céréalier tropical (Nord-Cameroun). Traitements photochimiques d'imagerie LANDSAT. G, T.
- CHALÉARD (J.-L.), 1981-82/3. — Occupation du sol et immigration en pays Abé (Département d'Agboville, Côte d'Ivoire). G.
- CHAMPAUD (J.), 1966/3. — L'économie cacaoyère du Cameroun. G.
- CHARMES (J.), 1975/3a. — Théorie et pratique de la vulgarisation agricole (Madagascar). E.
- CHARMES (J.), 1975/3b. — Métayage et capitalisme agraire sur les périmètres nord de la SOMALAC (Madagascar). E.
- CHARMES (J.), 1976/4. — Évolution des modes de faire-valoir et transformation des structures sociales dans la région de l'Anony (Nord-Ouest du lac Alaotra, Madagascar). E.
- CHARMES (J.), 1977/1. — Constitution de la rente foncière au lac Alaotra à Madagascar. I. Première vague consécutive à l'abolition de l'esclavage. E.
- CHAUVEAU (J.-P.), 1979/1-2. — Économie de plantation et nouveaux milieux sociaux. Essai d'analyse comparative et historique à partir d'observations en pays gban et baoulé (Côte d'Ivoire forestière). S.
- CHAUVEAU (J.-P.), DOZON (J.-P.), 1985/1. — Colonisation, économie de plantation et société civile en Côte d'Ivoire. S, S.
- COURADE (G.), 1981-82/3. — Marginalité volontaire ou imposée? Le cas des Bakweri (Kpé) du Mont Cameroun. G.
- COURADE (G.), BRUNEAU (M.), 1983/1. — Développement rural et processus d'urbanisation dans le Tiers-Monde. G, G.
- COUTY (Ph.), 1965/4. — Notes sur la production et le commerce du mil dans le département du Diamaré (Nord-Cameroun). E.
- COUTY (Ph.), 1968/2. — La structure des économies de savane africaine. E.
- COUTY (Ph.), HALLAIRE (A.), LERICOLLAIS (A.), PONTIÉ (G.), ROBINEAU (C.), 1984/1. — Terroirs, ethnies et régions. Recherches de l'ORSTOM en milieu rural africain. E, G, G, S, E.
- DELENNE (M.), 1969/3. — Méthodologie pour des monographies villageoises dans une zone de colonisation de terres neuves (Madagascar). G.
- DELPECH (B.), 1979/1-2. — Un essai de prospective sociale : esquisse d'une communauté pionnière imaginaire par de jeunes ruraux sud-camerounais. S.

- DOZON (J.-P.), 1979/1-2. — Impasses et contradictions d'une société de développement : l'exemple de l'opération « Riziculture irriguée » en Côte d'Ivoire. S.
- DUBOIS (J.-P.), 1975/1. — Les Serer et la question des Terres Neuves au Sénégal. G.
- ÉTIENNE (P.), 1971/3. — Les Baoulé face aux rapports de salariat (Côte d'Ivoire). S.
- FRANQUEVILLE (A.), 1972/3. — Les relations ville-campagne sur la route au nord de Yaoundé (Cameroun). G.
- FRANQUEVILLE (A.), 1973/2-3. — L'émigration rurale dans le département de la Lékié. Contribution à l'étude des relations ville-campagne dans le sud du Cameroun. G.
- GASTELLU (J.-M.), 1980/1-2. — Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique? E.
- GASTELLU (J.-M.), 1981-82/2. — Les plantations de cacao au Ghana. E.
- GASTELLU (J.-M.), 1985/4. — Petit traité de matrilinéarité. L'accumulation dans deux sociétés rurales d'Afrique de l'Ouest (Sénégal, Côte d'Ivoire). E.
- GOSELIN (G.), 1970/1. — Travail, tradition et développement en pays bissa (Haute-Volta). S.
- GOUROU (P.), 1972/2. — La carte et le raisonnement géographique. G.
- GUILLOT (B.), 1970/1. — Le village de Passia. Essai sur le système agraire Nzabi (Gabon). G.
- GUILLOT (B.), 1977/2. — Problèmes de développement de la production cacaoyère dans les districts de Sembé et Souanké (Congo). G.
- HAERINGER (Ph.), 1972/2a. — De l'enquête démo-socio-économique par sondage à l'expression cartographique. G.
- HAERINGER (Ph.), 1972/2b. — Une planche d'atlas sur les cultures vivrières en Côte d'Ivoire. G.
- HALLAIRE (A.), 1976/1. — Problèmes de développement au nord des Monts Mandara (Cameroun). G.
- HARDEL (D.), 1970/4. — Réponse des milieux ruraux face à une industrie (Madagascar). E.
- HURAUULT (J.), 1986/1. — Les anciens peuplements de cultivateurs de l'Adamaoua occidental (Cameroun-Nigeria). Méthodologie d'une approche spatiale. G.
- LAHUEC (J.-P.), 1968/2. — Les jardins de saison sèche à Zaongho (région de Koupela, Haute-Volta). G.
- LE BRIS (E.), 1977/2. — Une politique de développement rural dans le Sud-Est du Togo. L'opération « Régénération des Terres de Barre ». G.
- LERICOLLAIS (A.), 1972/2. — Essai d'expression cartographique régionale dans la Vallée du Sénégal. G.
- LERICOLLAIS (A.), 1975/2. — Peuplement et migrations dans la Vallée du Sénégal. G.
- MARCHAL (J.-Y.), 1976/1. — Un périmètre agricole en Haute-Volta : Guiedougou, vallée du Sourou. G.
- MARCHAL (J.-Y.), 1977/2. — Système agraire et évolution de l'occupation de l'espace au Yatenga (Haute-Volta). G.
- MARGUERAT (Y.), 1983/2. — Citadinité et ruralité des populations urbaines au Cameroun. Note sur les caractères spécifiques de la population des villes selon le recensement de 1976. G.
- MICHOTTE (J.), 1970/4. — Innovation et transformation du milieu rural en Côte d'Ivoire : la diffusion du coton Allen dans la zone dense à l'Ouest de Bouaké. E.

- MINVIELLE (J.-P.), 1978/3. — Méthodologie d'une étude sur les systèmes de production paysans dans la Moyenne Vallée du Sénégal. E.
- PÉLISSIER (P.), 1976/1. — Les riziculteurs des Hautes Terres malgaches et l'innovation technique. G.
- PIERMAY (J.-L.), 1978/2. — Les mutations du milieu rural à proximité de la ville au nord de Bangui (Centrafrique). G.
- PONTIÉ (G.), 1979/1-2. — La contestation par la migration (le cas des Guiziga du Nord-Cameroun). S.
- RAISON (J.-P.), 1969/3. — Note sur l'utilisation des cadastres malgaches pour la réalisation de cartes de terroirs. G.
- RAISON (J.-P.), 1973/4. — La colonisation des Terres Neuves intertropicales d'après les travaux français. Texte présenté à la réunion de la Commission des Tropiques Humides, Congrès de l'UGI, juillet-août 1972. G.
- RÉMY (G.), 1970/2. — Une carte de l'occupation du sol en Haute-Volta. Note méthodologique et descriptive. G.
- ROBINEAU (C.), 1983/1. — À la recherche des unités économiques. Trois approches : Comores, Congo, Tahiti. E.
- ROCH (J.), 1975/1. — Les migrations économiques de saison sèche en bassin arachidier sénégalais. E.
- ROCH (J.), 1976/4. — La richesse paysanne en bassin arachidier sénégalais : inventaires et essai d'évaluation des biens familiaux. E.
- ROCHETEAU (G.), 1975/1a. — Société wolof et mobilité (Sénégal). E.
- ROCHETEAU (G.), 1975/1b. — Pionniers mourides au Sénégal. Colonisation des Terres Neuves et transformations d'une économie paysanne. E.
- ROUX (J.-C.), 1977/2. — Planification agricole et comportement des migrants à Andriambé (O.D.E.M.O.), Moyen-Ouest malgache. G.
- SAVONNET (G.), 1976/1. — Inégalités de développement et organisation sociale (exemples empruntés au Sud-Ouest de la Haute-Volta). G.
- SCHWARTZ (A.), 1971/3. — Univers économique traditionnel et évolution du système de production guéré (Côte d'Ivoire). S.
- SCHWARTZ (A.), 1979/1-2a. — Présentation du *Cahier* intitulé « Migrations rurales et création de nouveaux milieux sociaux en Afrique Tropicale. Exemples sénégalais, ivoiriens, camerounais ». S.
- SCHWARTZ (A.), 1979/1-2b. — Colonisation agricole spontanée et émergence de nouveaux milieux sociaux dans le Sud-Ouest ivoirien : l'exemple du canton bakwé de la sous-préfecture de Soubré (Côte d'Ivoire). S.
- STECK (B.), 1972/3. — Mokolo dans ses relations avec le milieu rural environnant (Cameroun). G.
- TRINCAZ (P.-X.), 1979/1-2. — Transformations sociales dans les zones nouvelles d'implantation rurale : les Serer dans les Terres neuves du Sénégal Oriental. S.
- VALLAT (C.), 1979/1-2. — L'immigration baoulé en pays bakwé : étude d'un front pionnier (Côte d'Ivoire). G.
- VENNETIER (P.), 1965/1. — Les hommes et leurs activités dans le Nord du Congo-Brazzaville. G.
- WEBER (J.), 1977/2. — Structures agraires et évolution des milieux ruraux : le cas de la région cacaoyère du Centre-Sud Cameroun. E.
- WINTER (G.), 1977/1. — La population rurale et le planificateur. E.

WURTZ (J.), 1969/3. — Réflexions à propos d'une enquête quantitative sur la région de Tananarive. G.

Discipline dominante de l'auteur :

D : Démographie. E : Économie. G : Géographie. S : Sociologie.
T : Télédétection.